

**Parcoursup** Le gouvernement veut s'attaquer aux dérives de certaines écoles privées // P. 6

FRANCE

# Parcoursup : l'exécutif veut s'attaquer à des dérives du privé

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

La ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, entend mettre fin à des abus pointés par la DGCCRF.

La saisie des vœux sur la plateforme a débuté mercredi.

Marie-Christine Corbier  
@mccorbier

La traditionnelle phase de saisie des vœux sur Parcoursup s'ouvre ce mercredi. Sur la plateforme d'accès à l'enseignement supérieur, 21.000 formations sont disponibles. Pour la première fois cette année, les notes des épreuves de spécialités (passées en mars) seront prises en compte. Le foisonnement d'offres – dans et hors Parcoursup – se répète d'année en année, en même temps qu'affluent des témoignages, d'étudiants ou de parents, pris au piège de discours attractifs à grand renfort de publicité et de clauses commerciales trompeuses.

La ministre de l'Enseignement supérieur entend prendre le sujet à bras-le-corps. Sylvie Retailleau a

mis en place un groupe de travail spécifique, dont les conclusions sont attendues au printemps. C'est la suite de l'enquête de la répression des fraudes (DGCCRF), publiée en décembre. Avec l'aide du ministère de l'Enseignement supérieur, 80 établissements ont été contrôlés. Parmi eux, 30 % ont été épinglés pour des « pratiques commerciales trompeuses » et plus de 56 % pour des anomalies sur la réglementation. Telle école a fait état de mentions « valorisantes » sur l'employabilité qui sont impossibles à vérifier, telle autre a brandi des partenariats avec des entreprises qui n'ont jamais été formalisés... Sans compter celles qui ont utilisé les termes « licence », « master » ou « doctorat », alors qu'elles n'y sont pas habi-

lités. Des poursuites sont en cours.

**« Un parallèle avec le scandale Orpea »**

*« Il faut faire le tri au niveau des écoles qui vendent de la soupe, mais surtout parmi celles qui trompent les parents et les jeunes, s'empare un directeur de grande école. Certaines font rêver des familles en perdition, dont les fins de mois commencent le 10, avec un enfant qui a obtenu son bac avec difficulté... Ces établissements promettent aux parents qu'il sera bilingue dans trois ans, brassent les mots magiques de commerce ou de marketing et vendent un parcours extraordinaire, sans même passer par Parcoursup ! »*

Il s'étrangle : « C'est dégueulasse, il n'y a pas d'autre mot, absolument scan-



*daleux, les parents se saignent pour un diplôme qui n'aura aucune valeur sur le marché de l'emploi.* » Et de faire le parallèle avec le scandale Orpea pour les Ehpad, car *« tout le monde sait que ces pratiques existent »*.

Le ministère veut réguler davantage les écoles privées au moment de leur ouverture et après – en en labellisant certaines –, mais aussi les diplômés. La question de l'évolution des conditions d'attribution du visa et des grades est posée, indique-t-on au ministère. Le contrôle de la qualité de l'enseignement à distance est un autre objectif du groupe de travail.

*« Tout le privé lucratif n'est pas à mettre dans le même sac, reprend le directeur cité précédemment. Certaines font un travail remarquable, y compris quand elles ne sont pas membres de la Conférence des grandes écoles. »* Comment faire le tri, alors ? A la tête de la Fesic, qui rassemble une trentaine d'établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général (EESPIG), Philippe Choquet vante le label EESPIG, visible sur Parcoursup, attribué à ceux qui *« assument des missions de service public, ont des activités de recherche ou accueillent des étudiants boursiers dans le cadre d'un contrat avec l'Etat »*.

*« Le problème, c'est que tout établissement a un label, mais les labels sont trop nombreux et les gens n'y comprennent rien !, estime la directrice générale d'une grande école. C'est bien pour ça que les classements ont du succès. »*

### **Des ressources « parfois dévoyées »**

Laurent Champaney, à la tête de la Conférence des grandes écoles (dont 93 % sont à but non lucratif) regrette aussi que, quand les écoles bénéficiant d'accréditations internationales font *« un gros travail pour montrer patte blanche sur leurs activités, ce n'est pas le cas d'autres, qui profitent pourtant des mêmes avantages »*. Il évoque aussi l'apprentissage, qui a enregistré

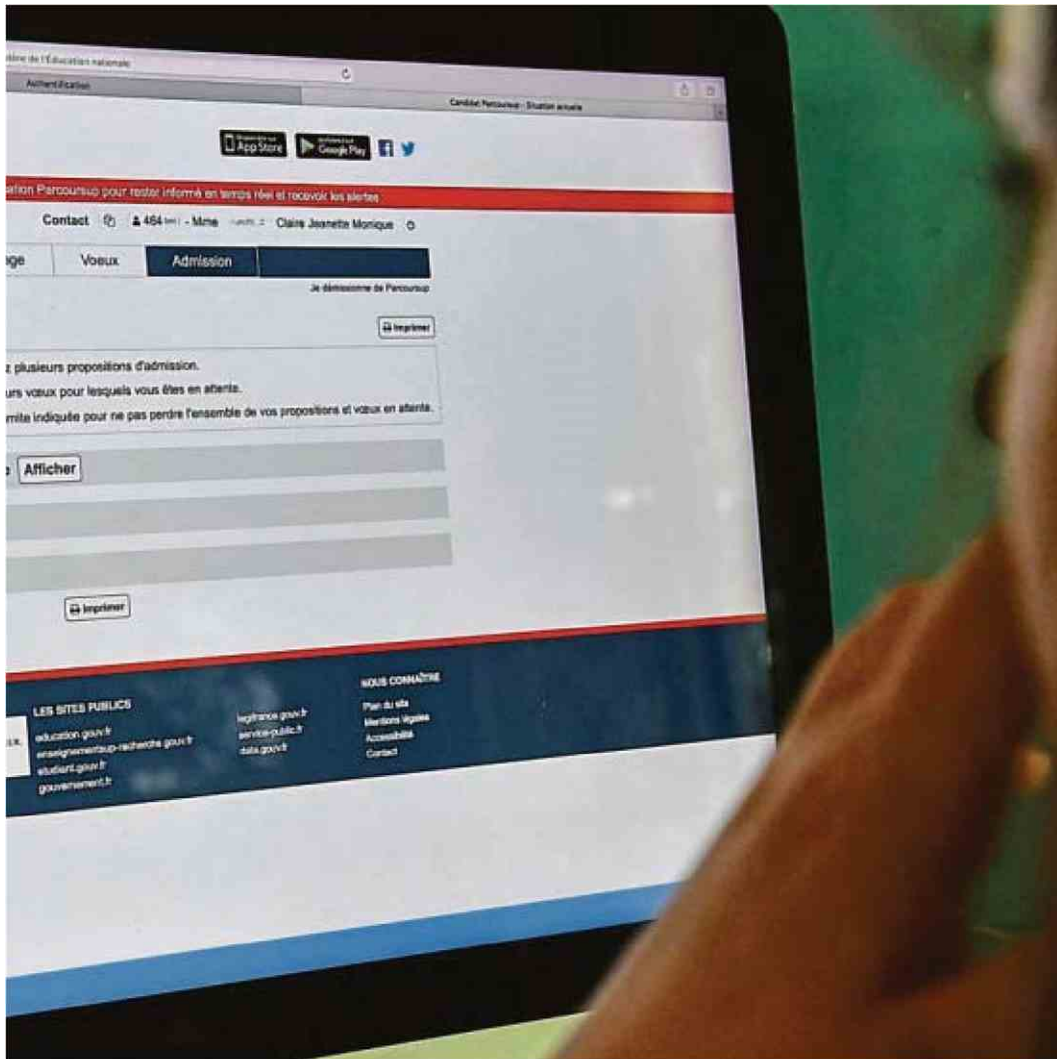
une forte croissance ces dernières années. *« Il faut veiller à ce qu'il ne soit pas utilisé autrement qu'à des fins pédagogiques »,* indique Sylvie Retailleau en évoquant *« des ressources parfois dévoyées »*.

En attendant les conclusions du groupe de travail, la répression des fraudes conseille aux familles *« de consulter un maximum d'avis provenant de sources différentes et, dans la mesure du possible, de consulter d'anciens élèves »*. ■

### **« Il faut faire le tri au niveau des écoles qui vendent de la soupe. »**

**LE DIRECTEUR  
D'UNE GRANDE ÉCOLE**





Les témoignages d'étudiants ou de parents pris au piège de discours attractifs et de pratiques commerciales trompeuses affluent chaque année. Photo Denis Charlet/AFP

